



Cités Unies France,
Paris, le 18 juillet 2018

COMMUNIQUÉ SUR LA SITUATION AU NICARAGUA

Cités Unies France, réseau de collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale, exprime sa plus vive inquiétude concernant l'escalade de la répression et des violations des droits humains au Nicaragua depuis le 18 avril 2018. Ces violations ont été dénoncées par la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH), par Amnesty International, par le Parlement européen et le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies. Le 16 juillet dernier, à son tour, la France a condamné les attaques perpétrées par la police et les milices paramilitaires à l'encontre des manifestants et a appelé au dialogue national afin de trouver une solution pacifique.

Aux côtés des collectivités françaises impliquées avec nous, depuis plus de 30 ans dans la coopération avec des collectivités nicaraguayennes, nous croyons fermement que les collectivités territoriales sont les garantes de la démocratie locale et qu'elles doivent défendre et assurer les droits de leurs administrés.

C'est pourquoi, au vu de la gravité de la situation, Cités Unies France appelle les collectivités Nicaraguayennes à agir en faveur de la démocratie et de la justice au Nicaragua.

Contact :

Secrétariat de Cités Unies France

Mail : coop-dec@cites-unies-france.org

Tél : 01 53 41 81 81